

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et déchets  
127 quai Cavaignac  
46000 Cahors

Montauban, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PAPREC SUD-OUEST Sas**

ZAC des Grands Camps  
CS 70271  
cedex 8  
46090 Mercuès

Références : FT / 2024-1372

Code AIOT : 0006803589

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement PAPREC SUD-OUEST Sas implanté Agence de Mercuès ZAC des Grands Camps 46090 Mercuès. L'inspection a été annoncée le 27/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'Inspection se déroule dans le cadre de l'Action Régionale AR21 incendie REX Combustible Solide de Récupération (CSR).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC SUD-OUEST Sas

- Agence de Mercuès ZAC des Grands Camps 46090 Mercuès
- Code AIOT : 0006803589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Prévost Environnement a été créée dans les années 1950 par Monsieur Armand PRÉVOST. Après deux successions familiales, en 2001, un éco-centre dédié au traitement des déchets industriels banals (papiers, cartons, plastiques) a été ouvert à CATUS.

Les activités se développent sur la commune de MERCUÈS en 2003.

En décembre 2005, le site s'étend avec l'exploitation d'une unité de recyclage sur une surface de 2,5 hectares conçue pour trois activités : ferrailles/métaux, bois et déchets dangereux.

L'entreprise a ensuite intégré de nouveaux métiers (transit de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)), l'hydrocurage et la destruction de véhicules hors d'usage (VHU)) avant de rejoindre le groupe PAPREC en octobre 2008.

En 2013, l'activité VHU est abandonnée par l'exploitant.

Depuis, le 1er avril 2014, le site est exploité par la société PAPREC SUD-OUEST créée au sein du Groupe PAPREC depuis 2001.

La partie déchets dangereux implantée sur ce site est sous-traitée à la société RECYDIS, filiale du Groupe PAPREC.

Les activités de cette installation sont :

transit, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques,  
transit d'ordures ménagères,  
transit et regroupement de refus de tri valorisables,  
transit, regroupement et tri de déchets non dangereux propres et secs,  
transit, regroupement et tri de déchets d'éléments d'ameublement,  
transit, regroupement et tri de déchets de chantiers et d'encombrants,  
transit de déchets inertes/gravats,  
transit et collecte, regroupement et tri de pneumatiques usagés,  
transit de collecte des huiles usagées,  
transit de verre,  
transit de graisses alimentaires,  
transit de déchets contenant de l'amiante liée,  
transit de déchets issus de l'assainissement et de l'hydrocurage,  
transit de boues de stations d'épuration urbaine.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- NATECH
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite sont observées deux anomalies au fonctionnement attendu d'un site du secteur de traitement des déchets comme le site de Mercuès:

- Sur la limite Sud du site, sont observées des tâches d'hydrocarbures hors surface imperméabilisée sur une zone enherbée en limite de l'exploitation, proche du point de rejet derrière la partie occupée par Recydis. Ces pollutions potentielles du sol et sous-sol doivent être traitées dans le respect de la réglementation.
- Sur la Zone de nettoyage située entre le Bâtiment Atelier et celui de RECYDIS, le jour de l'inspection ont été constatés la présence de déchets (une batterie à même le sol, divers déchets plastiques au sol, tâches d'hydrocarbures) ainsi que des bacs de rétentions remplis de liquides potentiellement pollués et soumis aux intempéries.

Ces deux points constituent des non conformités, l'exploitant doit mettre en œuvre au plus vite des actions correctives afin de traiter ces pollutions dans les filières agréées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                                                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Entretien Réseaux Collecte                         | Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art 4.2.3_Collecte des effluents liquides        | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 3  | Installations de traitement                        | Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art.4.3.4_Installations de traitement effluents; | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 4  | Protection des Milieux récepteurs - Eau - Incendie | Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article Art.4                                            | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 5  | Paramètres rejets eaux pluviales:                  | Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art.4.3.9_VLE d'émission des eaux pluviales.     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 6  | Suivi Piézomètres.                                 | Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art.4.3.10_Suivi Eaux Souterraines.              | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 7  | Interprétations des résultats d'auto surveillance. | Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art 9.3.1                                        | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | 3 mois                |
| 14 | Conditions d'entreposage. îlotage.                 | Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article art.3                                            | Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription                                                | 3 mois                |
| 15 | Plans îlots 27.                                    | Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article Art.5                                            | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Registre :        | Arrêté Ministériel du   | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                           | Référence réglementaire                                                                                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | destination du déchets                                      | 31/05/2021, article 2.e                                                                                                 |                                                                                                            |                   |
| 8  | Moyens de Lutte contre l'incendie.                          | Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article Art.9                                                                         | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 9  | Entretien des Moyens d'intervention                         | Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Art.7.4.2_Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 10 | Détection automatique de départ d'incendie (1 Janvier 2026) | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.3_Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours     | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 11 | Rondes (1 janvier 2026) Surveillance.                       | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.4_Organisation Rondes                                                     | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 12 | Plan de défense contre l'incendie                           | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.5_Organisation des secours                                                | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 13 | Maîtrise des sinistres/ Exercice / Formation.               | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.6                                                                         | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action régionale RA21, et la prise en compte du risque incendie sur le site de PAPREC Mercuès l'ensemble des procédures internes du groupe à travers le Plan de Management QSE (check-list incendie, 1/4H QSE) montre une amélioration continue des moyens de lutte contre l'incendie et des Formations/Informations au personnel sur cette thématique.

Cependant sur les risques incendie de la partie Nord-Ouest du site qui concerne les activités de tri, transit et broyage de bois l'exploitant n'as pas pris en compte de retours d'expériences d'accidents ou d'incendies de CSR par envois de flammèches ou de particules incandescentes à l'extérieur du site. De même l'exploitant n'a pas jusqu'à présent étudié le risque exporté ou importé d'incendie de feux de forêts, et par là même ni abordé les Obligations Légales de Débroussaillage sur le

périmètre du site qui seraient une réponse afin de diminuer la vitesse de propagation de ce type d'incendie.

Lors de la visite d'inspection ont été constatées des non conformités majeures sur les conditions d'entreposage (surface et hauteur) des îlots de stockage des déchets bois n°27-a et 27-c. De même une rupture constatée dans la réalisation des murs coupe-feu limite ou annule l'effet de ceux-ci. En conséquence l'Inspection des Installations Classées, du fait du non respect des articles 3 et 5 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) du 13 décembre 2023 (n° E-2023-55), propose des suites administratives.

Enfin, ont été constatées des non conformités majeures sur l'autosurveillance des eaux souterraines et le suivi piézométrique de la qualité de celles-ci depuis 2022. On note la présence de Composés Organiques Halogénés Volatils comme le trichloroéthylène (TCE) et le tétrachloroéthylène (PCE) dans les eaux souterraines en aval du site, alors qu'il y a absence de ces polluants en amont. De plus depuis la découverte de ces pollutions dans les eaux souterraines l'exploitant à date de la visite n'a pas répondu à ses obligations de rechercher l'origine de la présence de ces molécules, contrairement aux prescriptions du chapitre 9.3 de l'AP du 18 décembre 2015 (E-2016-008) sur le suivi, interprétation et diffusion des résultats. L'analyse des rejets aqueux du site présente des taux de Matières en Suspension (MES) non conformes.

Ces non conformités majeures amènent l'Inspection des Installations Classées (IIC) à proposer des suites administratives de mise en demeure à l'exploitant de se conformer aux prescriptions applicables au site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre : destination du déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li><li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li><li>• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li><li>• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li></ul> |

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Constats :

Le jour de la visite d'inspection l'exploitant affirme que les lots de ballots de métaux ferreux présents sur le site sont réservés pour le marché intérieur français. Il précise que malgré le premier contrôle visuel effectué lors du déchargement, il reste un pourcentage d'indésirables issus d'un tri déficient à la source.

L'exploitant confirme les termes du mail de réponse de M.LABAYE (Manager QSE) en date du 01 juin 2023, en précisant que malgré ce pourcentage d'indésirables, les lots restent admis par les exutoires tant sur le marché national que pour les Transferts Transfrontaliers de Déchets (TTD). Les déchets partant sur le marché étranger sont donc des déchets métalliques pour lesquels la procédure d'information est applicable avec l'émission du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Entretien Réseaux Collecte

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art 4.2.3\_Collecte des effluents liquides

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien réseaux

#### Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par **des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.**

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### Constats :

Lors de la visite il est constaté au niveau de la surface imperméabilisée (enrobés bitumineux) au niveau de la réception des métaux, PAM, de la zone Est du site, et au niveau des îlots de métaux le revêtement présente des défauts de surface (flash, fissurations, trous ...) qui diminuent l'imperméabilisation du sol et sont susceptibles de favoriser la percolation de pollutions liquides dans le sol/sous-sol.

L'inspection demande la présentation du plan des réseaux de collecte des effluents, il est présenté la mise à jour de ce plan en date du 7 juin 2022. Il est affirmé le passage d'un contrôle caméra dans les réseaux.

Le Responsable du site (Directeur d'Agence) précise que le Responsable Travaux/Voirie du groupe vient d'effectuer une visite du site de Mercuès et qu'une programmation de travaux de réfection est à réaliser sur 2025. L'exploitant explique que les travaux de maintenance et entretien curatif/préventif du site sont retranscrits en interne sur un Tableau de Bord de Suivi (TBS) et dans les tableaux PMQSE.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection des Installations Classées (IIC) demande la transmission du rapport de visite effectuée par le responsable des Travaux avec un planning des travaux à réaliser sur 2025 ainsi que tous les éléments techniques nécessaires (devis signés, bon de commande, etc).</p> <p>Il est également demandé la transmission du dernier rapport de contrôle caméra d'étanchéité du réseau de collecte des effluents, ainsi que l'extraction des documents internes (TBS et PMQSE) de suivi des échéances de ces contrôles. Suite aux demandes de documents réitérés, ceux-ci ne sont toujours pas disponibles le jour de la rédaction de ce rapport.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 3 : Installations de traitement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art.4.3.4_Installations de traitement effluents;</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien installations de traitement</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p><b>Un registre spécial est tenu sur lequel ont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un décanteur/séparateur d'hydrocarbures permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p><b>Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.</b> Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p><b>Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur/séparateur d'hydrocarbures,</b> l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Une vanne en aval des systèmes de traitement permet d'isoler le site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il n'existe pas de registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>rejets auxquels il a été procédé. Comme pour le point de contrôle précédent, ces informations sont intégrées aux TBS et PMQSE accessibles sur réseau interne ou groupe.</p> <p>Les dispositifs de traitement décanteur/séparateur d'hydrocarbures permettant de traiter les polluants ainsi que la cuve de la vanne d'isolement sont lieu de contrôles visuels (dernier le 31/10/2024) et de nettoyages. Le dernier nettoyage dont le traitement est effectué par la société RECYDIS date du 8/11/2024.</p> <p>Lors de la visite du site il est constaté la présence de la vanne aval d'isolement du réseau de collecte des effluents liquides.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de lui fournir les BSD de la dernière vidange du 08/11/2024 et extractions TBS/PMQSE adéquates, et fiches de suivi du nettoyage vanne d'isolement (documents non transmis à la date de rédaction du rapport).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 4 : Protection des Milieux récepteurs - Eau - Incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article Art.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure vanne incendie.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article VII.4.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°E-2016-008 du 18 décembre 2015, modifié, est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement <b>étanche</b> aux produits collectés.</p> <p>La <b>capacité minimale</b> de ce bassin est de <b>1 200 m³</b>. La vidange du bassin ne doit être réalisée que par une action volontaire (vanne en position normale ouverte) et doit suivre les principes imposés au chapitre IV.3. traitant de la gestion des eaux du site.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées la <b>procédure d'actionnement de la vanne en cas d'incendie</b>. Des <b>exercices</b> comprenant la fermeture de la vanne sont réalisés au moins <b>annuellement</b> »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le volume du bassin d'orage faisant également office de bassin de rétention des eaux d'extinction le cas échéant a un volume d'environ 1 373 m³. L'exploitant précise qu'en cas d'incendie, la vanne d'isolement est fermée.</p> <p>L'inspection constate que le fond du bassin de rétention est couvert pour partie de sédimentation de substances ou de matières et de végétalisation partielle de ces boues sur des dizaines de centimètres de hauteur. Cette présence d'éléments en fond de bassin de rétention d'effluents susceptibles d'être pollués y compris les eaux d'extinctions fausse la capacité minimale de ce bassin, peut en remettre l'étanchéité en question et détériore le traitement/dépollution a posteriori des eaux susceptibles d'être polluées.</p>                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant précise que des travaux de nettoyage du fond du bassin de rétention sont à programmer sur 2025, dans le cadre d'actions internes au Groupe PAPREC.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées la procédure d'actionnement de la vanne en cas d'incendie, n°CE03 en date du 15/09/2024. Cette procédure reprend les exercices de formation du personnel comprenant la manipulation de la vanne réalisés lors de causeries QSE (feuille d'émargement signée en date du 23/09/2024).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant la transmission des devis signés des travaux de nettoyage du bassin de décantation ainsi que leur planning de réalisation sur 2025.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 5 : Paramètres rejets eaux pluviales:**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art.4.3.9_VLE d'émission des eaux pluviales.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets aqueux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limitent en concentration et en débit ci-dessous définis : Paramètres   Valeur maximale<br/> DCO 300 mg/l<br/> DBO: 100 mg/l<br/> <b>MES 100 mg/l</b><br/> Indice phénols 0,3 mg/l<br/> Chrome Hexavalent 0,1 mg/l<br/> Cyanures totaux 0,1 mg/<br/> IAOX 5 mg/l<br/> Arsenic 0,1 mg/l<br/> Hydrocarbures totaux 10 mg/l<br/> Métaux totaux 15 mg/L<br/> La mesure des polluants énumérés ci-avant est réalisée à partir d'un échantillon prélevé proportionnellement au débit. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.<br/> <b>La périodicité est annuelle.</b></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que la mesure des polluants énumérés ci-avant est réalisée à partir d'un échantillon prélevé en interne par le responsable production adjoint actuel qui reçoit des kits de prélèvement du Laboratoire d'analyses CARSO-CAE (Toulouse). L'inspection informe l'exploitant que dans le cas où le laboratoire ne réalise pas l'étape du prélèvement, les résultats ne s'appliquent qu'à l'échantillon tel que reçu par le laboratoire.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant précise que les sites de PAPREC officient de façon identique, telle que définie par la procédure interne mise en place au 18/05/2022.</p> <p>Sur l'analyse du 06/12/2023 prélevée le 05/12/2023, le taux de MES est de 220 mg/L pour une valeur maximale de 100 mg/L, ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>Les mesures annuelles 2024 des polluants des rejets eaux pluviales seront en date du 09/12/2024 (prélevé le 06/12/2024) et donc non accessibles le jour de la visite.</p> <p>Dans le rapport annuel d'activité du site 2023, est précisé p5/8 la mise en place de paniers avaloirs au niveau des grilles du réseau de collecte. L'Inspection en demande les justificatifs ou programmation sur 2025.</p> <p>Cependant l'exploitant précise la réalisation en interne de campagne mensuelles (prélèvement et analyse), la dernière datant du 12/11/2024 pour un suivi mensuel. L'inspection précise que ces résultats ne sont pas accessibles sur GIDAF et demande les rapports d'analyses 2024.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant la transmission des rapports d'analyse du suivi mensuel des rejets eaux pluviales depuis janvier 2024 afin d'évaluer les variations des MES.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 6 : Suivi Piézomètres.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art.4.3.10_Suivi Eaux Souterraines.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses Piézomètres</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivi de la qualité sur chacun des piézomètres, il est procédé à des prélèvements et analyses tels que définis ci-dessous :</p> <p>Éléments analysés Fréquence</p> <p><b>Niveaux piézométriques Semestrielle</b></p> <p>PH, T°C, Métaux (aluminium, arsenic, chrome, fer, manganèse, mercure, nickel et plomb),</p> <p><b>Composé Organiques Halogénés Volatils, HAP et HCT Semestrielle.</b></p> <p><b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de ces mesures assortis des éventuels commentaires, dès réception.</b></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection informe de l'absence de saisie sur GIDAF des résultats de suivi piézométrique sur 2024.</p> <p>L'inspection constate lors de la visite terrain la modification à ras du sol de la sortie du piézomètre SD2 (aval hydraulique) sans qu'elle en fût avertie de quelque manière que ce soit.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Cette modification entrainant de fait une modification du niveau zéro de hauteur d'eau du piézo SD2.

En SD2, l'exploitant précise oralement le taux en TCE de 48 microg/L en Février 2024 et de **360 microg/L** en Octobre 2024 pour un seuil de **20 microg/L (OMS)**. A date de rédaction du rapport , les documents montrés en séances et demandés ne sont toujours pas transmis. L'inspection ne dispose pas des résultats du suivi piézométrique sur les campagnes de Février et octobre 2024 pour les analyser.

De plus il apparait que pour la **surveillance des eaux souterraines au piézomètre SD2 (aval hydraulique)**, la présence de trichloroéthylène (TCE) et tétrachloroéthylène (PCE) est signalée dans les rapports d'ANTEA Group comme suivant:

|           |              |              |              |              |
|-----------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| COHV      |              |              |              |              |
| Année     | février 2022 | octobre 2022 | février 2023 | octobre 2023 |
| PCE       | 13           | 6.3          | 6.1          | 14           |
| TCE       | 110          | 380          | 480          | 350          |
| PCE + TCE | 123          | 386.3        | 486.1        | 364          |

L'inspection reprend les conclusions (p26) du rapport d'ANTEA Group (n°A126486-version A-25 octobre 2023): "[...]On notera que le TCE et le PCE ont commencé à être quantifiés en octobre 2021 sur cet ouvrage, avec une hausse marquée en février 2022, puis une nouvelle augmentation en octobre 2022 et en février 2023, et une légère baisse en octobre 2023 (teneurs du même ordre de grandeur). Antérieurement, ces composés n'étaient pas quantifiés."

Dans ce même rapport il est écrit "[...] La présence de COHV sur l'ouvrage SD2 devra être suivie lors de la prochaine campagne prévue en février 2024. **Il est recommandé de rechercher l'origine de la présence de trichloroéthylène et de tétrachloroéthylène en nappe, observée sur SD2 depuis la campagne de février 2022 en aval du site(SD2) et non observée en amont (SD3-BIS).**"

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de justifier les valeurs observées dans le suivi piézométrique des eaux souterraines.

Il est rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires d'informer l'Inspection des installations Classées et de transmettre les résultats de mesures assortis des éventuels commentaires, dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                              |

**N° 7 : Interprétations des résultats d'auto surveillance.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article art 9.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information de l'Inspection, mise en place d'actions correctives.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant des actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1 du code de l'environnement [...] l'exploitant met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate que le Bureau d'Etudes Anteagroup, dans son rapport sur le suivi de la qualité des eaux souterraines des campagne de février et octobre 2023, informe l'exploitant des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires et l'alerte des dérives du suivi piézométrique des eaux souterraines depuis Février 2022 en recommandant la recherche des origines de celles-ci.</p> <p>Même si l'envoi annuel à l'inspection du rapport d'activité est effectif, ni cet envoi ni la saisie incomplète sous GIDAF (et à date absente en 2024) ne le dispense de l'information obligatoire à donner auprès des services de l'Inspection des installations classées et la réalisation d'un plan de gestion.</p>                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de déterminer l'origine des dégradations des valeurs en COHV à l'aval du suivi piézométrique des eaux souterraines par rapport à l'amont. La recherche de la dégradation de la qualité de celles-ci doit être activement réalisées par l'intermédiaire d'actions correctives (piézomètres supplémentaires, recherche des spots de pollution aux COHV, ...) mises en place en accord avec l'Inspection des installations Classées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 8 : Moyens de Lutte contre l'incendie.**

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article Art.9 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de Lutte contre l'Incendie.        |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                  |

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- **d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;**

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

#### **Constats :**

L'inspection observe lors de la visite du site, les systèmes RIA, les extincteurs, réserves d'eau et tuyaux d'incendie adaptés et correctement positionnés. À proximité de la réserve d'eau se situe une réserve de sable meuble et sec ainsi que la motopompe testée et actionnée de manière hebdomadaire.

Dans la zone du broyeur métallique au sein des îlots de ferrailles est positionnée à proximité immédiate une cuve d'eau 1000L afin d'optimiser la réactivité lors d'émissions d'étincelles pendant l'action de broyage.

Le site est équipé de caméras thermiques positionnées afin de repérer tous points chauds sur le site. Celles-ci sont reliées à la maison du gardien accolée au site, et sont testées hebdomadairement.

Lors de la visite l'Inspection juge que le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 9 : Entretien des Moyens d'intervention**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article Art.7.4.2_Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des Moyens d'intervention                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.<br/> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu) conformément aux référentiels en vigueur.<br/> Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Le registre est tenu à la disposition du service départemental d'incendie et de secours, et de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant met à disposition le registre de sécurité où sont constatées les vérifications périodiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérification annuelle du 25/05/2024 des extincteurs, RIA et lances incendies.</li> <li>• vérification annuelle du 05/05/2024 des systèmes de désenfumage (DENFC/OF) du 05/05/2024.</li> <li>• rapport de vérification annuelle du 05/05/2024 des alarmes automatiques (type 4, DM + D5).</li> </ul> <p>Les rapports et registres sont complets et jugés conformes.</p>                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 10 : Détection automatique de départ d'incendie (1 Janvier 2026)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.3_Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique (1 Janvier 2026)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Détection et surveillance.</u><br/> Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.<br/> <b>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.</b><br/> Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.<br/> Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour</p> |

cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à **une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance**. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation **dans un délai maximal de 15 minutes** suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

**L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.**

#### **Constats :**

À date, sur le site de Mercuès, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Le gardien logé dans la maison adjacente au site dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

L'inspection constate que les moyens de détection automatique de départ d'incendie sont opérants sur le site dans l'anticipation de l'application au premier janvier 2026 de l'A.M du 22/12/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Rondes (1 janvier 2026) Surveillance.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.4\_Organisation Rondes

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rondes (1 Janvier 2026)

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent. 29 décembre 2023 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 73 sur 169

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes:

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant:

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes;



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- le parcours des rondes et les points d'observation;</li> <li>- la formation du personnel concerné;</li> <li>- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe;</li> <li>- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>À la date de la visite, sont observés les procédures existantes de rondes journalière effectives ou post exploitation avec la caméra thermique portative, ainsi que l'existence d'un cahier de suivi des rondes (avec événements ou éléments notables), et le gardiennage réalisé en dehors des heures d'ouverture, le weekend et les jours fériés.</p> <p>Est présentée la procédure interne n°DINL09 dont la MAJ date du 23/06/2022 reprenant les items des rondes de surveillance.</p> <p>Les procédures internes au site de Mercuès sont efficaces et répondent aux prescriptions de l'article sujet du point de contrôle et applicable au 1 janvier 2026.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 12 : Plan de défense contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.5_Organisation des secours</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.</p> <p>Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p><b>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</b></p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> </ul> |

- **le plan de situation des réseaux de collecte**, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- **la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte**, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### Constats :

L'exploitant présente un document interne au Groupe Paprec n° DSO2b v.11 (MAJ 02/08/2022), nommée "**Check-list INCENDIE Agence de tri/Transit**" qui reprend une opération de contrôle mensuelle effectuée par l'équipe de management du site et dans laquelle sont repris les items du PC.

Notamment la présence du PISi (réf **PMI02.V3\_MAJ du 11/06/2024**) accessible à l'entrée du site avec les plans des réseaux de collecte, les plans de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie.

L'Inspection vérifie la présence effective de ces documents dans le boîtier rouge disposé à l'entrée du site.

L'exploitant précise mettre à disposition ces documents au SDIS compétent ainsi qu'informer celui-ci lors des exercices Incendie trimestriels (dernier en date réalisé le 27/11/2024). Est présenté à l'Inspection le dernier mail de demande d'avis du SDIS (du 29/11/2024) au référent Incendie du SDIS 46.

Cette alerte incendie se déroule suivant un scénario sans en informer le personnel, et jusqu'au point final avant l'appel aux services incendie.

L'inspection des installations classées juge complets et conformes l'ensemble du plan de défense incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** Maîtrise des sinistres/ Exercice / Formation.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice incendie

### Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. **Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.**

**Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, **reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.**

**Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.**

Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs cidessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires.

Le matériel adapté pour réaliser les manoeuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible

### Constats :

#### Exercice de défense d'incendie:

L'exploitant précise organiser sur le site un exercice incendie trimestriel, dernier en date du 27/11/2024.

L'organisation ainsi que les retours sont résumés dans son POI comme précisé au point de contrôle précédent.

#### Formation/Information au personnel:

Par sondage sont présentées les attestations de formation d'un personnel du site de "Manipulation extincteurs/RIA/lances/Motopompes" en date du 15/05/2024 et de l'exercice "Évacuation/Organisation/Guide-file/Alerter Secourir" du 22/05/2024.

De plus les procédures internes au Groupe PAPREC d'audits Sécurité ou de 1/4H sécurité, ainsi que le PMQSE propre au site, font office de doublons ou de redondance quant à la Maîtrise des sinistres et l'Alerte du SDIS compétent par tous les personnels du site (Direction, administratif ou opérateurs de Production).

L'IIC juge la maîtrise de l'exercice de défense contre l'incendie et la formation/information à la mise en œuvre des moyens d'intervention complet et conforme aux prescriptions de l'article n°6 de l'AM du 22 décembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article art.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage/ îlotage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article VII.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°E-2016-008 du 18 décembre 2015, modifié, est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« À l'intérieur de l'installation, sont interdites les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre.</p> <p>Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre des flammes doivent être entrepris dans l'installation, ils font l'objet d'un permis « feu » délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée.</p> <p>Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p><u>Les îlots de stockage sont entourés de murs coupe-feu classés REI 120 de la façon suivante :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 mètres au niveau du bâtiment de valorisation des papiers/cartons, plastiques (îlots 20, 21, 34, 38 et 39) ;</li> <li>• 2,80 mètres au niveau du bâtiment des déchets dangereux (îlot n°22) ;</li> </ul> <p>- 4 mètres au niveau de l'alvéole de l'activité de tri, stockage de déchets d'équipements et d'ameublement (îlot n°28) ;</p> <p>- 5 mètres au niveau des îlots n°2-b, 3 et 4 ;</p> <p>- 3,20 mètres au niveau de l'îlot n°16 ;</p> <p>- 4,80 mètres au niveau des îlots 27-a et 27-c.</p> <p>Le bâtiment abritant le stockage de déchets dangereux est équipé d'un dispositif de détection incendie. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'approche de la visite du site concernant l'AR21 sur le REX CSR se concentre sur l'îlotage des déchets bois des îlots n° 27a et 27c. Cet îlotage faisant lieu du dernier APC n°E-2023-55 en date du 13 février 2023, et notamment à son article 3 sur les conditions d'entreposage avec une hauteur de murs coupe-feu classées REI 120 de 4.8 mètres au niveau des îlots 27-a et 27-c.</p> <p>Lors de l'inspection visuelle du secteur Ouest du site où sont entreposés les activités de tri, transit et broyage de bois, il est constaté que la surface au sol réelle, occupée de stockage de ces déchets bois dépasse celle rectangulaire comme définie et imposée dans l'APC sus-nommé. L'étalement au sol dépasse de plusieurs mètres les murs coupe-feu en Mégablock béton.</p> <p>De même il est constaté que la hauteur de stockage maximum de 4 mètres ne respecte pas les prescriptions , le niveau supérieur des tas de bois (îlots 27a et 27c) est a minima équivalente à la hauteur des murs coupe feu, ce qui représente une non-conformité majeure. En effet, il est recommandé de limiter le niveau supérieur de stockages de déchets inflammables à plus d'un mètre de la hauteur des murs coupe-feu afin d'en diminuer la probabilité de saut de Feu et l'étendue de celui-ci. En l'occurrence, sur ce site l'APC sus-nommé prescrit la hauteur maxi de</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

stockage des îlots 27 a et c pour une hauteur de murs coupe-feu de 4,80 m.

De même est constaté le long du mur coupe-feu Nord de ces îlots une absence de Mégablock béton, un trou dans ce mur, censé être continu, en forme de pyramide inversée et donc une forte rupture de la protection et de son action « coupe-feu ». Ce qui constitue une malfaçon et une non-conformité majorant le risque incendie sur cette zone de stockage du site. Zone Ouest du site d'où de fait, le rayonnement thermique peut potentiellement barrer la voie de véhicules de secours au Nord côté grillages mais surtout occasionner l'export en dehors des limites du site de rayonnements des flux thermiques vers une zone d'espaces boisés/landes/maquis soumis à information pour les Obligations Légales de Débroussaillage.

L'exploitant précise que la conjoncture du secteur industriel des déchets bois et des exutoires possibles pour ce type de déchets n'est pas favorable, et ne peuvent refuser à limiter le volume des déchets bois acceptés venant des déchetteries des collectivités. Arguant du fait que même si les surfaces au sol ne sont pas respectées, le tonnage maxi de 300T prescrit dans l'AP est lui bien respecté.

Cependant le Porter à Connaissance du 20 décembre 2022 qui définit une modélisation des flux thermiques de Flumilog des îlots 27a et c, devient caduque face à la réalité du stockage des déchets bois actuel.

L'Inspection échange sur les OLD et la prise en compte des projections de flammèches de CSR lors d'incendie et la réflexion sur la maîtrise de ce risque exporté sur le site. De même l'inspection informe sur la prise en compte du risque importé d'incendies de Forêts extérieurs qui impacteraient les stockages bois dans la rupture de protection des murs coupe-feu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 15 : Plans îlots 27.

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article Art.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surface stockages îlots 27a 27c

**Prescription contrôlée :**

Les plans des annexes n°1 et 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du n°E-2016-008 du 18 décembre 2015 sont modifiés uniquement en ce qui concerne l'îlot 27 par le plan et le tableau suivant [...]

**Constats :**

Le stockage réel des déchets bois observé le jour de la visite des îlots 27-a et 27-c ne correspond pas aux prescriptions de l'article susnommé. Les dimensionnements des stockages des îlots 27-a et 27-c ne correspondent pas au plan présenté au paragraphe 2.2 du dossier du PAC du 20/12/2022 déposé par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de soit respecter les dimensionnements des îlots tels que définit dans l'APC du 13 février 2023 soit de déposer un PAC redéfinissant les stockages des déchets bois de l'activité de tri, transit et broyage de bois, tels que constatés le jour de la visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois